

**Lutte contre le trafic de Stupéfiants :
Les Sénateurs appellent
au renforcement de la douane !**

« *Le gouvernement a fait de la lutte contre toutes les fraudes une priorité, et la douane, administration de référence sur la frontière et la marchandise, y a pris toutes sa place en 2023* ». C'est sur ces mots que s'ouvre le bilan de la Douane 2023. Ce bilan, qui sonne comme un exercice d'autosatisfaction, semble en total décalage avec la réalité. **Car même si les agents des douanes, toutes branches confondues, n'ont pas ménagé leurs efforts pour maintenir au quotidien un niveau de professionnalisme au-delà de tout bilan comptable, le moins que l'on puisse dire, c'est que les moyens confiés à la douane pour accomplir ses missions ne sont pas à la hauteur des enjeux.**

Car la Douane est au cœur de la Stratégie Nationale de lutte contre les trafics illicites de Stupéfiants. Par l'action de ses services au quotidien. Par sa participation au plan d'action dédié avec les différents intervenants tels que l'OFAST, la Police, la Gendarmerie, la Justice, la Mildeca, elle lutte sur tous les vecteurs contre le 1^{er} marché criminel mondial.

Mais la Douane a-t-elle encore les moyens de tenir son rang alors qu'un nouveau plan d'action anti-stupéfiants doit voir le jour prochainement ??

La CGC Douanes avait alerté à maintes reprises sur l'inadéquation entre les moyens donnés et les ambitions affichées de la démarche stratégique (???) de notre administration. Contre toute attente, le soutien est venu du Sénat. Car voilà qu'est paru il y a quelques semaines un important rapport d'enquête portant sur *l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier*. Travail Colossal des sénateurs, des dizaines d'auditions, des milliers de pages... et parmi elles, dès la page 207, **un éclair de lucidité sur l'action de la DGDDI.**

Comme l'affirme la commission d'enquête, et nous en restons persuadés : la Douane et ses 16 546 agents sont en première ligne pour intervenir sur le narcotrafic. Rappelons-le, la douane est à l'origine de 70 % à 80 % de l'ensemble des saisies de produits stupéfiants opérées sur le territoire national mais le constat qui est dressé est le suivant : *« à l'inverse des moyens juridiques, les moyens humains et techniques des douanes ne sont pas au niveau de la menace »*. Pour la CGC Douanes, il s'agit d'un discours de vérité : **insuffisance des effectifs sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement sur les plateformes logistiques, insuffisance de moyens...**

Nos fleurons, la DNRED et le SNDJ (euh non le SEJF...non l'ONAF) ne sont pas épargnés. Malgré certains renforts, *« ces moyens ne sont pas suffisants face à l'ampleur des missions à accomplir »* et, les enquêteurs le reconnaissent, *« la place centrale occupée par la DNRED dans la lutte contre le trafic de stupéfiants implique qu'elle dispose de moyens humains et matériels adéquats »*.

La lutte contre le narcotrafic passe aussi et peut être surtout par la lutte contre le blanchiment de l'argent issu de ce trafic. Une vraie compétence développée par les douaniers du SNDJ-SEJF-ONAF, ne l'oublions pas, et qui se dilue aujourd'hui dans un projet qui nous semble en l'état mal conçu et qui ne dispose pas des moyens nécessaires tant en enquêteurs et qu'en services supports.

Enfin, le rapport pointe également un retard néfaste dans l'acquisition de moyens techniques qui *« n'ont pu qu'accentuer la porosité des plateformes logistiques au narcotrafic et faciliter l'arrivée des stupéfiants sur le territoire national »*.

Malgré tout cela, la CGC Douanes caresse l'espoir de voir une stratégie lucide et volontaire enfin se développer pour la Douane, sous l'impulsion d'un Directeur Général qui se dit attaché à notre administration et à ses missions.

Des rendez-vous cruciaux sont à venir pour la Surveillance, pour la lutte contre la corruption, pour un plan d'action dans les ports.

La CGC Douanes exige une véritable ambition de la part du gouvernement pour venir en soutien de l'administration en première ligne dans le combat contre ce narcotrafic qui menace les fondements de notre société.